



## L'extrême droite détermine la politique européenne des réfugiés

Par [Peter Schwarz](#)

Mondialisation.ca, 17 juin 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 15 juin 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

La Commission de l'Union européenne (UE) prévoit de tripler ses dépenses en matière de migration au cours des six prochaines années. Celles-ci doivent passer de 13 à 35 milliards d'euros (de 15 à 40,5 milliards de dollars).

Cet argent ne sera pas dépensé pour soutenir et intégrer les réfugiés, mais plutôt pour boucler hermétiquement les frontières extérieures de l'Europe, expulser les réfugiés en masse et financer d'autres mesures visant à les dissuader d'entrer en Europe. Les effectifs de l'autorité de protection des frontières de l'UE, Frontex, doivent passer de 1.000 à 10.000 agents et elle doit se transformer en police européenne des frontières lourdement équipée et armée techniquement et militairement.

Ces plans sont la réaction de la Commission européenne à son échec à répartir, par un système de quotas, les réfugiés sur les 28 États membres de l'UE. Les gouvernements nationalistes de droite comme ceux de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque ont refusé d'accepter le moindre réfugié. Le différend sur les réfugiés et sur le bouclage des frontières intérieures de l'Europe menaçait de faire éclater l'UE.

On veut à présent résoudre la crise par une adoption de la politique de l'extrême droite par l'ensemble de l'UE ; une politique brutale de fermeture hermétique des frontières extérieures, de harcèlement, d'emprisonnement et d'expulsion des réfugiés. Bruxelles a le soutien total de la chancelière allemande Angela Merkel, du président français Emmanuel Macron et d'autres chefs d'État européens.

Merkel s'est entretenue mercredi à Berlin avec le chancelier autrichien Sebastian Kurz, qui dirige à Vienne une alliance avec le Parti de la liberté (FPÖ), d'extrême droite. Kurz lui-même est le pionnier d'une politique anti-réfugiés brutale.

L'Autriche, qui doit prendre la présidence de l'Union européenne pour six mois en juillet, se concentrera « délibérément sur la question de la sécurité », a déclaré Kurz lors de la conférence de presse qui suivit ces entretiens. Cela comprenait, outre « une plus grande coopération en matière de politique de sécurité et de défense », également « une solution du problème des migrations afin d'assurer la sécurité intérieure de l'Union européenne ». L'Autriche « se concentrera sur la protection des frontières extérieures » et « poursuivra *un seul* objectif » à savoir, « mettre fin à l'afflux migratoire illégal, aux courants des réfugiés et des migrations vers l'Europe ».

Kurz fut soutenu par Merkel. Interrogée quant à savoir si pour elle les positions de Kurz sur

l'immigration étaient « un modèle à suivre où plutôt un exemple dissuasif », la chancelière allemande a répondu qu'elle était d'accord sur le fait qu'il fallait « renforcer la protection des frontières externes ». Comme modèle à suivre, elle a cité l'accord conclu avec la Turquie qui s'est engagée à garantir qu'aucun réfugié n'entre plus en Europe.

L'adoption des politiques de l'extrême droite par l'UE encourage celle-ci à exiger toujours plus.

Après sa visite à la chancellerie, Kurz a rencontré le lendemain le ministre de l'Intérieur Horst Seehofer. Seehofer est également président de la CSU (Union sociale- chrétienne) bavaroise, conservatrice, et a critiqué à maintes reprises depuis la droite la politique de Merkel sur les réfugiés. Actuellement, Merkel et Seehofer sont à couteaux tirés, parce que celui-ci veut arrêter à la frontière les réfugiés enregistrés dans un autre pays de l'UE. Merkel rejette cette mesure parce qu'elle craint une division de l'UE.

Kurz et Seehofer se sont complimentés abondamment, déclarant qu'ils avaient hâte de collaborer étroitement avec le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, sur les questions de sécurité, de terrorisme et d'immigration. Salvini, le leader de la Ligue, est un extrémiste de droite et un raciste. Trois jours avant, il avait déclenché l'indignation populaire dans toute l'Europe en refusant de laisser accoster en Italie le navire de sauvetage Aquarius avec 629 réfugiés à son bord.

Le ministre autrichien de l'Intérieur, Herbert Kickl (FPÖ), est également un politicien ultra-droitier avoué. Il est tristement célèbre pour ses slogans racistes et anti-musulmans. En janvier de cette année, il a annoncé que les demandeurs d'asile devaient être « concentrés dans un seul endroit » — une allusion claire aux camps de concentration nazis.

Kurz a décrit la future collaboration contre les réfugiés dans des termes rappelant les alliances militaires de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Il espérait un « Axe des volontaires », a-t-il dit. Il s'est félicité de la « bonne coopération entre Rome, Vienne et Berlin, que nous voulons développer pour mieux contribuer à un meilleur contrôle de l'immigration ».

Seehofer était visiblement content. Si la CSU et la CDU (Union chrétienne-démocrate) de Merkel ont, pour la forme, pris leurs distances d'avec l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) d'extrême droite qui siège au parlement allemand, au niveau européen, Seehofer travaille très étroitement avec des partis affiliés à l'AfD ou partageant son programme. Qu'on accepte ce parti comme parti de gouvernement en Allemagne, n'est plus qu'une question de temps. « Il y avait une opposition énorme à nos positions en Europe, mais maintenant le groupe qui nous soutient est devenu bien plus important », a déclaré Kurz.

Le soutien à la politique de l'extrême droite sur les réfugiés n'est pas le seul fait de la CSU ou de l'aile droite de la CDU. Andrea Nahles, la dirigeante du SPD (Parti social-démocrate), a récemment exigé que les pays du Maghreb soient déclarés pays d'origine sûrs. Avec cette phrase provocatrice, « Nous ne pouvons pas accepter tout le monde », elle a délibérément jeté de l'huile sur le feu de la chasse aux sorcières anti-réfugiés. En tant que partenaire de coalition de la CDU et de la CSU au gouvernement fédéral, le SPD soutient pleinement la politique de Merkel sur les réfugiés.

Quant aux prétendus partis d'opposition, ils soutiennent eux aussi la politique droitiste sur les réfugiés. La propagande du FDP (libéraux) ne diffère plus guère de celle de l'AfD.

Écrivant dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le maire de Tübingen Boris Palmer (Les Verts) vient juste d'exiger des mesures plus sévères contre les « étrangers criminels». Quant au Parti de gauche, la principale préoccupation de son congrès du week-end dernier fut de maintenir l'unité avec l'aile menée par Sahra Wagenknecht qui, dans la politique sur les réfugiés, partage les positions de l'AfD.

Tout cela se déroule alors qu'une campagne xénophobe est déchaînée depuis des semaines dans les médias allemands, où même des journalistes supposés sérieux ne se tiennent plus aux principes de la vérité et d'un travail consciencieux. On y exploite tant le meurtre tragique d'une jeune fille de 14 ans que des décisions d'asile prétendument abusives et criminelles de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (Bamf) à Brême. Il s'est entre-temps avéré que ces allégations étaient fausses et mensongères.

Ces attaques ne sont pas dirigées contre les seuls réfugiés. Elles font partie d'une campagne systématique visant à abolir les droits démocratiques, à renforcer l'appareil des services de renseignement et de la police, et à renforcer les forces de l'extrême-droite. C'est ainsi que se prépare la classe dirigeante, comme au siècle dernier, pour tenter une fois de plus d'écraser la résistance croissante à l'inégalité sociale et au militarisme.

Peter Schwarz

Article paru d'abord en anglais, WSWs, le 15 juin 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)  
Copyright © Peter Schwarz, [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Peter Schwarz](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)